

“Brainstorming” gouvernemental sur l’avenir des services déconcentrés

06 12 2023, par Bastien SCORDIA

Préparer l’agenda politique de 2024. Telle est la lourde tâche à laquelle s’attelle, ces derniers jours, la Première ministre, Élisabeth Borne, en recevant ministres et représentants de la majorité à Matignon. Et une entrevue prévue ce mercredi 6 décembre intéressera particulièrement la sphère publique.

La cheffe du gouvernement a en effet convié plusieurs ministres ce jour-là pour une réunion “*autour de l’administration territoriale de l’État*”. Cet échange, explique-t-on à Matignon, s’inscrit dans le prolongement des “Rencontres de Saint-Denis” initiées l’été dernier par le président de la République, Emmanuel Macron, avec les chefs des partis politiques. Des Rencontres à l’occasion desquelles le chef de l’État a annoncé le lancement de plusieurs chantiers pour “*rendre l’action publique plus claire, plus lisible et plus efficace*”. Comment ? Via une nouvelle étape de décentralisation, mais aussi un nouveau coup d’accélérateur à la déconcentration de l’action de l’État, qui sera donc au menu des discussions à Matignon **ce 6 décembre**.

L’exécutif compte ainsi “*donner plus de lisibilité aux services de l’État et plus de marges de manœuvre au niveau local en réponse aux attentes des élus et des collectivités*”, précise l’entourage d’Élisabeth Borne. Aucune annonce n’est néanmoins prévue à l’issue de la réunion à Matignon, le “chantier territorial” annoncé par Emmanuel Macron devant réellement prendre forme en 2024.

Cette réunion devrait aussi être l’occasion pour l’exécutif d’évoquer les “**Rencontres de l’administration territoriale de l’État**” déjà annoncées par le gouvernement en 2022, mais qui se font toujours attendre.

Leur lancement avait d’abord été programmé début 2023, puis à la rentrée de septembre, mais depuis, toujours rien. “*Les conclusions n’ont pas été rendues à ce stade*” s’agissant du calendrier, mais le principe de la tenue de telles Rencontres est bien maintenu, assure-t-on à Matignon. Il ne fait aucun doute que ces hypothétiques “états généraux” pourraient utilement nourrir la réflexion de l’exécutif sur l’action publique au niveau local. Encore faut-il que ces Rencontres aient réellement lieu.

Notre syndicat continue de réclamer depuis la tenue du Beauvau de la Sécurité, ces rencontres de l’ATE !!

L’administration territoriale a besoin de visibilité en terme de missions et de moyens.

Notre syndicat participera activement à ces tables rondes pour aborder les missions, les moyens et les conditions de travail de nos collègues en préfectures, en sous-préfectures, en SGCD et en SGAMI.



Toujours à vos côtés !!!

Syndicat National FO des Personnels de Préfecture et des services du Ministère de l’Intérieur



01-40-07-62-91 (ou 92 ou 93)



fo-prefectures@interieur.gouv.fr



<http://www.fo-prefectures.com>

